

La mise en débat de l'Europe. Le cas de l'extrême droite en France

Julien Auboussier

Université de Lyon

Les sciences politiques, notamment, ont largement analysé « l'appropriation de l'Europe » : « un mécanisme avant tout cognitif par lequel un acteur prend conscience de l'existence de l'Union européenne, plus spécifiquement d'un « problème européen », [...] et établit un lien entre l'Europe et sa propre réalité et condition » (Crepy & Petithomme 2010 : 326). Plus précisément, elles ont analysé les processus d'européanisation c'est-à-dire la manière avec laquelle « les acteurs politiques intègrent la thématique européenne à leurs jeux stratégiques, en faisant de l'Union européenne un modèle ou un repoussoir selon le positionnement recherché dans les espaces politiques nationaux » (Neumayer 2006 : 792). Nous proposons dans ce texte de revenir sur l'appropriation de l'Europe par les leaders de l'extrême droite en France et ainsi sur la façon dont ces partis ont contribué à la mise en débat de l'intégration européenne¹. A cette fin, nous concentrons notre attention sur les modalités rhétoriques et argumentatives des discours des différents leaders de l'extrême droite institutionnelle dont les propos sont repris dans l'espace médiatique depuis les années 1980 : Jean-Marie et Marine Le Pen (FN), Philippe de Villiers (FN puis MFP), Bruno Mégret (FN puis MPR), Dupont-Aignan (UMP puis Debout la France).

Dans un premier temps, nous reviendrons sur le contexte historique de l'intégration européenne. Il est indispensable de le prendre en compte si l'on souhaite comprendre le positionnement stratégique de la droite radicale sur l'Europe à partir de la fin des années 1980. Une part des

¹ Dans ce texte, les termes « extrême droite » et « droite radicale » sont équivalents.

Comment citer ce chapitre :

Aboussier, J. 2019, « La mise en débat de l'Europe. Le cas de l'extrême-droite en France ». In: Françoise Sullet-Nylander, María Bernal, Christophe Premat & Malin Roitman (eds.). *Political Discourses at the Extremes. Expressions of Populism in Romance-Speaking Countries*. Stockholm Studies in Romance Languages. Stockholm: Stockholm University Press, pp. 35-51. DOI: <https://doi.org/10.16993/bax.c>. License: CC-BY

stratégies des acteurs politiques peut en effet échapper à l'analyste du discours s'il n'assume pas une certaine interdisciplinarité. Puis, dans un second temps, nous nous attacherons à l'actualisation européenne des thématiques traditionnelles de l'extrême droite. Enfin, nous présenterons quelques caractéristiques du discours de l'extrême droite sur l'Europe : la rhétorique populiste, les stratégies de désignation de l'institution européenne et la polarisation polémique des débats.

1. L'appropriation de l'Europe. Entre idéologie et stratégie

Les discours étudiés s'inscrivent dans des contextes historiques qui ne doivent pas échapper à l'analyste. Ainsi la prise en compte du « contexte élargi » (Wodak 2001) est souvent un appel à l'interdisciplinarité : l'analyse de la matérialité langagière ne prend son sens que dans un contexte que le chercheur reconstitue en amont en faisant appel à d'autres disciplines que celles de langue et du discours. C'est à cette condition que l'on peut comprendre l'appropriation de l'Europe par les acteurs politiques de l'espace national (Guinaudeau, Persico, 2011) et c'est en revenant sur le consensus autour du projet européen qui a longtemps prévalu au sein des partis de gouvernements de droite comme de gauche qu'il devient possible de comprendre l'attitude de la droite radicale face à l'intégration européenne.

1.1. Du consensus permissif aux résistances à l'Europe

Les sciences politiques apportent une aide précieuse à la compréhension des évolutions du rapport des citoyens et des acteurs politiques à l'Europe. Les travaux s'accordent largement sur l'existence de trois grandes périodes depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et les premières tentatives d'institutionnalisation politique de l'idée européenne.

a. La période 1950–1980 se caractérise par le « consensus permissif » identifié et conceptualisé par Lindberg et Steingold (1991). Cette situation repose sur le consentement tacite et l'*a priori* positif des citoyens à l'égard de l'intégration européenne. Le projet européen reste éloigné des citoyens qui entretiennent un rapport peu conflictuel et dépolitisé aux institutions communautaires. Partant de l'idée « qui ne dit mot consent », les gouvernants nationaux et européens profitent alors d'importantes marges de manœuvre décisionnelles. L'*a priori* positif et la légitimité dont jouit l'Europe sont alors issus de son contexte d'apparition : le

projet européen est la concrétisation du « plus jamais ça ! », le performatif énoncé à l'issue des deux conflits mondiaux. Sa force, comme mot d'ordre, est de ne pas renvoyer à un niveau lexical mais à un niveau propositionnel. Il est l'expression d'une volonté partagée : « c'est la naissance non seulement d'un but à la construction européenne, mais d'un véritable bien commun européen, la *Pax Europea* » (Belanger 2015). En énonçant « plus jamais ça ! », la rupture est double. D'une part, les nations européennes affirment leur volonté de supprimer la guerre en tant qu'action politique légitime (à la manière du pacifisme). D'autre part, elles affirment que la paix doit s'imposer comme la finalité d'un nouvel ordre politique. Ainsi, jusqu'au début des années 1980, l'intégration européenne apparaît en France comme une nécessité. Il est essentiel de noter que le consensus s'étend en France jusqu'à l'extrême droite : en son sein, France et Europe peuvent ainsi être l'objet d'une double identification. En 1984, dans l'ouvrage *Les Français d'abord*, le leader historique du Front National, Jean-Marie Le Pen, insiste : « puisque tous les maux dont nous parlons – l'immigration, l'insécurité, le chômage, la dénatalité, le terrorisme – sont des maux qui sont aussi européens que français, c'est une politique européenne commune qui doit être élaborée ». Plus loin, il poursuit : « Je crois que c'est par une intégration des cœurs et des âmes, par le sentiment d'un danger commun que l'on peut faire accepter que les uns et les autres fassent des concessions sur leurs domaines nationaux [...]. Si on appliquait le traité de Rome, on aurait fait un progrès fantastique vers la coopération et l'Union européenne » (*Les Français d'abord*, p. 160). En 1984, Bruno Mégret dans le premier numéro d'*Identité*, revue interne du FN, rappelle quant à lui que « c'est parce que les nations européennes ont une identité commune et que cette identité est menacée qu'elles doivent s'organiser comme les membres d'une même famille ». C'est ainsi une monnaie, une défense et une politique de sécurité communes que défendent les leaders de l'extrême droite jusqu'à la fin des années 1980.

b. Le consensus permissif commence à se rompre au début des années 1990 avec les débats relatifs au Traité de Maastricht. Les partis de gouvernement et la très grande majorité des médias s'associent largement dans la promotion du oui. Pourtant, le traité n'est ratifié que de justesse ouvrant ainsi l'idée d'une rupture entre élite pro-européenne et des citoyens devenus plus méfiants. Ainsi, malgré la victoire du oui, Maastricht est la première « opportunité événementielle » (Delforce 1999) pour la construction et la diffusion de discours de résistance à

l'intégration. Ces remises en cause visent à la fois les modalités institutionnelles du projet européen, ses politiques publiques ou encore ses acteurs. La période correspond par ailleurs à l'effondrement du bloc soviétique. Dès lors, à l'extrême droite, l'opposition au communisme perd largement la fonction structurante qu'elle avait jusqu'alors. Finalement, le développement chez les citoyens d'attitudes critiques vis-à-vis de l'Europe associé à la disparition de la menace communiste va constituer la brèche dans laquelle s'engouffre l'extrême droite en France. Pour le FN, il y a donc une véritable bascule entre le début de la décennie 80 et le début des années 90. Le FN comprend à cette période que l'Europe peut constituer une ressource précieuse pour affirmer un positionnement d'opposition vis-à-vis des partis de gouvernement. Emmanuel Reungoat relève ainsi l'évolution en miroir du FN et du RPR (droite modérée de gouvernement) : le FN renforce un positionnement critique vis-à-vis de l'Europe au fur et à mesure que le RPR s'éloigne de son souverainisme originel pour adhérer à l'intégration européenne (Reungoat 2014). En ce sens, avançons à la suite de Amandine Crespy et Mathieu Petithomme, que « l'euroscpticisme est donc pour les partis protestataires un élément de distinction dans la compétition électorale vis-à-vis des «partis cartels», un élément appartenant d'ailleurs à un discours «antisystème» plus global » (Crespy & Petithomme 2009 : 29).

c. Le non français (et néerlandais) au référendum de 2005, puis le non irlandais au traité de Lisbonne en 2008 officialisent la fin du consensus permissif en France et en Europe². Certains proposent alors la théorie du « *dissensus contraignant* » (Hooghe, Marks : 2009) : période durant laquelle le caractère clivant des enjeux européens va en s'accroissant et durant laquelle l'Europe est de plus en plus mobilisée à des fins partisans dans les espaces politiques nationaux. « C'est au sein des espaces nationaux que l'enjeu européen se construit, c'est pourquoi les positions européennes des organisations sont évolutives et les discours sur l'Europe doivent être mis en perspective avec les configurations natio-

² L'importance des référendums dans la critique de l'UE est à relever. Ils constituent un dispositif qui favorise la dichotomisation des débats : l'alternative se limitant à oui ou non. A ce titre, les campagnes référendaires de 1991 ou 2005 ont constitué en France et ailleurs des événements discursifs important dans le développement d'un discours de résistance à l'intégration européenne.

nales de la compétition pour être compris » (Reungoat, 2014 : 32). La position de l'extrême droite institutionnelle ne cesse de se durcir. Pour l'expliquer, il faut insister sur le fait qu'à cette période, beaucoup, au sein des partis de gouvernement, commencent à contester les modalités de l'intégration européenne. Le référendum de 2005 est ainsi l'occasion pour la totalité des partis de gouvernement de relayer un nouveau mot d'ordre, « *une autre Europe est possible* », formule largement figée et qui circule au-delà des distinctions idéologiques des locuteurs qui la mobilisent. L'Europe s'impose ainsi d'autant plus comme une ressource stratégique de positionnement pour le FN que sa condamnation permet de railler la fausse concurrence entre droite et gauche³ qui, en effet, s'accordent alors encore largement sur la nécessité de renforcer l'intégration. L'Europe s'impose donc à l'extrême droite comme une ressource de positionnement stratégique. Dès lors, le durcissement est une manière de préserver la plus-value distinctive du FN dans l'espace politique français.

Longtemps le consensus permissif a ainsi prévalu en accompagnant près de trois décennies d'intégration européenne. Au-delà de divergences secondaires, une large part de la classe politique partageait alors une acceptation du projet européen. Ce contexte est essentiel pour comprendre la stratégie d'appropriation de l'Europe par l'ensemble des partis situés à l'extrême droite de l'échiquier politique en France. Au-delà des dynamiques idéologiques, l'appropriation de l'Europe par l'extrême droite en France répond d'une stratégie de positionnement : il s'agit de s'afficher comme garant d'un discours qui rompt le consensus affiché par les partis de gouvernement. L'orientation populiste de l'extrême droite se nourrit souvent du consensus au sens où il autorise le déploiement de l'ethos protestataire « antisystème » et « anti-élite » aujourd'hui largement développé par l'extrême droite dans son discours sur l'Europe.

1.2. L'Europe et l'actualisation des thèmes de l'extrême droite

L'appropriation de l'Europe permet moins à l'extrême droite de renouveler ses thématiques traditionnelles que de les actualiser. Autrement

³ Le jeu sur les acronymes (UMP –Union pour un mouvement populaire- et PS –Parti socialiste- associé dans l'acronyme UMPS ; LR –Les Républicains- et PS associé dans LRPS) typique du discours de Marine Le Pen rend compte de cette volonté de renvoyer dos à dos les différents adversaires en raillant les convergences de leurs positions.

dit, l'appropriation de l'Europe s'inscrit dans des matrices idéologiques déjà structurées qui sont simplement actualisées face à un nouvel ennemi.

a. De la condamnation du mondialisme à celle de l'europhéanisme. La condamnation du mondialisme (comme idéologie de la mondialisation), souvent associée à la condamnation du tiers-mondisme, constitue depuis longtemps un axe important du discours de la droite radicale. Ce discours s'actualise à partir des années 1990 dans la condamnation de l'europhéanisme considéré comme une déclinaison du mondialisme. La convergence se traduit par le concept d'« euromondialisme » mobilisé par Jean-Marie puis sa fille et par l'ensemble des leaders de l'extrême droite. Jérôme Jamin, dans son étude sur l'imaginaire du complot au sein de l'extrême droite française, montre bien comment l'évocation de cet euromondialisme à la définition floue sert un discours de type complotiste sur l'établissement d'un « nouvel ordre mondial » et le risque imminent d'une « révolution mondialiste » (Jamin 2009 : 211).

Dès lors, l'Union européenne est présentée comme le « cheval de Troie » d'une mondialisation sauvage que les nations doivent combattre pour ne pas disparaître. Entre métaphore et exemple historique, l'image du cheval de Troie est récurrente dans le discours d'extrême droite : elle permet d'associer à l'identification de la menace l'idée de dévoilement et de révélation. Cette métaphore est mobilisatrice au sens où elle incite à la connivence : *vous et moi ne sommes pas dupes*.

La condamnation du mondialisme ou de l'europhéanisme revêt une dimension à la fois économique et identitaire. Nous pouvons l'illustrer par la critique de l'espace Schengen (espace de libre circulation mis en place à partir de 1995 et aujourd'hui étendu à 26 États). Au niveau économique, la porosité des frontières internes de l'union européenne est condamnée et trouve une consistance, depuis 2004, dans la figure du travailleur détaché, le « plombier polonais » venu travailler en France et concurrent déloyal des artisans français. Le premier à mobiliser l'argument par l'exemple du plombier polonais pour condamner la libre circulation des travailleurs dans l'espace Schengen est Philippe de Villiers en 2005. Le syntagme s'impose ensuite rapidement comme une formule discursive et participe largement à structurer les débats sur l'Europe entre 2005 et 2008 : « Mais quelle est la genèse de cet argument par illustration ? Le 'plombier polonais' synthétise divers exemples ou illustrations, invoqués durant les mois précédents, dans la polémique contre la directive relative aux services dans le marché intérieur, dite 'directive

Bolkestein'. Ces exemples sont issus d'une matrice énonciative [...] d'où se dégage un schéma actantiel commun. On rencontre ainsi au gré des textes : 'un maçon polonais', 'un promoteur letton', 'des ouvriers lituaniens', 'un artisan tchèque', etc. » (Sarale 2015).

Au niveau culturel et identitaire, la critique de la porosité des frontières extérieures de l'espace Schengen permet d'actualiser la thématique de l'invasion migratoire, voire, pour Jean-Marie Le Pen et Philippe de Villiers, la thématique du grand remplacement⁴. Comme le note Nathalie Brack dans son analyse des élections européennes de 2014, « the biggest gains were made by radical right parties, who, in the context of the Eurozone crisis, have increasingly used a "hard" Eurosceptic and at times anti-globalization discourse to bolster their traditional anti-immigrant discourse » (Brack 2015: 10). Les craintes de la droite radicale trouvent leur consistance dans la figure du migrant musulman qui menacerait le mode de vie et les traditions. La condamnation du mondialisme comme aujourd'hui de l'eupéanisme repose toujours sur la crainte d'une dilution des identités voire d'une islamisation de la France.

Ainsi, la critique de l'Europe actualise la rhétorique du sursaut national face à la mondialisation, sursaut à la fois économique (face aux travailleurs de l'Europe de l'est) et économique (face aux migrants musulmans). Dans son appropriation de l'Europe, l'extrême droite lie ainsi habilement la question socio-économique et le malaise identitaire dans un rejet systématique de la construction européenne érigée en bouc émissaire de tous les maux

b. La condamnation des élites. Au début des années 90, la droite radicale en France, et en premier lieu le FN, profite notamment de l'Europe pour renouveler sa conception du champ politique. L'axe horizontal droite/gauche est en partie délaissé au profit de l'axe vertical élite/people : c'est la critique de l'élite, du système, de l'establishment, de la caste... C'est par là même la construction en discours d'une représentation de la société opposant deux groupes antagonistes : le petit peuple vs les élites (Mudde 2007 ; Wodak, Khosravini 2013). Cette représentation est au fondement du populisme : les élites -politiques, économiques et

⁴ Théorie introduite en France par l'écrivain d'extrême droite Renaud Camus selon laquelle la population européenne sera bientôt remplacée par des populations venues d'Afrique noire et du Maghreb conduisant à la disparition de la civilisation européenne. Par intérêts ou idéologie, les élites politiques et médiatiques nieraient l'évidence du grand remplacement.

sociales– sont stigmatisées pour avoir trahi le pouvoir du peuple, seul fondement légitime de l'autorité.

La distinction peuple/élite permet de représenter la classe politique comme un ensemble indifférencié dans lequel droite et gauche se diluent dans un même carcan de responsabilités. Et la même stigmatisation des élites permet d'associer dans la même condamnation, d'une part, les garants des institutions européennes et, d'autre part, les partis de gouvernement accusés de complicité envers l'Union européenne. Ce peuple, la droite radicale le définit *socialement* : les petites gens ; elle le définit aussi *culturellement* : le peuple organique de l'extrême droite est pensé dans les frontières de la nation, un territoire essentialisé par l'histoire. Il y aurait donc d'un côté l'élite, cosmopolite et universaliste, de l'autre le peuple enraciné dans un pays, ses régions, ses particularismes. C'est la critique par Marine Le Pen « des élites déracinées », leitmotiv de ses discours.

c. L'actualisation de la crise et du déclin. Il est réducteur d'expliquer le succès des extrêmes droites en Europe comme la simple réaction ou conséquence des crises. Pour autant, on peut sans doute s'accorder sur le fait que l'extrême droite se nourrit de l'exaspération sociale et de « la logique du ressentiment »⁵. L'extrême droite se nourrit de l'insatisfaction des classes populaires en même temps qu'elle contribue elle-même à construire cette insatisfaction. A cette fin, les leaders de l'extrême droite décrivent constamment la situation du pays comme catastrophiste. Dans le discours de la droite radicale, l'état des lieux catastrophiste n'est pas à démontrer : il est acquis. Mais ce n'est pas seulement l'état des lieux qui est considéré comme admis, c'est aussi l'attribution causale. Les logiques d'imputation de la responsabilité participent à désigner l'Union européenne comme la source de l'ensemble des maux dont la France est victime. L'Europe est accusée de contribuer à un déclin national à la fois économique (monnaie unique accusée de baisser le pouvoir d'achat, concurrence des travailleurs issus de l'Europe de l'est), identitaire (dilution des identités nationales, perte de la référence à l'héritage judéo-chrétien) et moral (décadence des mœurs, corruption des élites). C'est une manière de dire l'urgence du changement proposé :

⁵ « Je qualifie de ressentiment, en suivant Nietzsche et Max Scheler, un mode de production du sens, des valeurs, d'images identitaires, d'idées morales, politiques et civiques qui repose sur quelques présupposés et qui vise à un renversement des valeurs dominantes [...] et à l'absolutisation de valeurs « autres », inverses de celles qui prédominent, valeurs censées propres à un groupe dépossédé et revendicateur » (Angenot 2007).

« l'heure est grave » martèlent ainsi les leaders des droites radicales. Cet élément contribue à la démagogie du discours : « le démagogue présente son combat comme réactionnel et défensif » (Taguieff 1984 : 122). En discours, l'énumération et la conglobation, où s'associent enjeux économiques, sociaux, politiques, et identitaires, sont les procédés stylistiques traditionnels pour l'exposé du déclin. C'est ainsi, à titre d'exemple, que *Le Figaro* reprend les propos de Marine Le Pen tenus en meeting :

1. « Vous venez tous deux [A. Merkel et F. Hollande] ici en séance de rattrapage car votre Union européenne est en train de s'effondrer », a-t-elle ajouté sur le même ton, avant d'énumérer les maux de cette Europe qu'elle veut transformer radicalement : « austérité, concurrence déloyale, surveillance massive des citoyens, dumping social, submersion migratoire, dilution des identités... » (*Le Figaro*, 8-10-2015).

Les différents éléments fonctionnent comme autant de preuve des dangers de l'intégration. Face à la décadence morale et culturelle et au déclin politique et économique, l'extrême répond par l'imaginaire de la réaction nationaliste.

Pour conclure, l'appropriation de l'Europe par l'extrême droite lui permet ainsi d'actualiser ses thématiques traditionnelles. La condamnation de la mondialisation et du mondialisme s'actualise dans celle de l'europhéanisme ; la critique populiste des élites s'actualise dans la condamnation des élites bruxelloises corrompues par l'idéal cosmopolite et universaliste ; enfin, le déclin de la nation s'explique par l'assujettissement aux règles et normes européennes.

2. Les attributs du discours sur l'Europe

2.1. Une rhétorique populiste

La droite radicale peut être qualifiée de populiste –« rencontre paradoxale du réactionnaire et du populaire, de l'autoritarisme et du protestataire » (Taguieff 2002 : 8)- au regard des modalités énonciatives qu'elle privilégie. Chez Charaudeau, *l'instance politique* entre en relation, par la médiation de *l'instance médiatique*, avec *l'instance citoyenne*. Dans ce schéma, l'instance politique souhaite faire adhérer à son discours l'instance citoyenne, c'est-à-dire le tiers à convaincre du triangle argumentatif.

Or, en concentrant ses efforts sur la stigmatisation de l'adversaire, en l'occurrence l'Union européenne, le discours tend à superposer l'instance politique et l'instance citoyenne. Autrement dit, la logique

triadique de l'argumentation (un proposant face à un opposant devant un tiers à convaincre) disparaît.

En quelque sorte, l'instance politique *absorbe* l'instance citoyenne en se présentant comme garante de ses intérêts. A partir de là, il s'agit moins de convaincre le peuple que de se présenter comme le garant de ses intérêts. C'est un piège habile tendu à l'adversaire politique puisque toutes les critiques adressées au leader populiste sont, en retour, présentées par ce dernier comme une stigmatisation du peuple et de ses attentes. L'énonciateur –l'instance politique- peut s'associer à l'instance citoyenne, par exemple, à l'aide d'un nous inclusif. C'est l'illustration la plus criante. Ce « nous » relève d'une communauté construite autour de valeurs perçues comme menacées (l'identité nationale, la souveraineté populaire, etc.) :

2. « C'est leur Europe de Bruxelles, celle qu'ils vénèrent tous, qui liquide systématiquement nos services publics. C'est leur Europe qui mutile nos libertés » (N. Dupont-Aignan, cité dans *Le Figaro*, 27-02-12)

Ici, l'opposition « leur Europe »/« nos libertés » puis « leur Europe »/« nos services publics » met en scène le face à face d'une force politique mal-faisante et d'un peuple victime dont le leader d'extrême droite se présente comme le seul garant. C'est le même procédé de convergence entre le leader populiste et le peuple dans l'extrait suivant :

3. Marine Le Pen la rend [l'Union européenne] surtout responsable de la mise sous tutelle de la France, pour faire sonner une sorte d'esprit de révolte chez ses sympathisants. « On doit demander des permissions pour tout, comme si nous étions un peuple-enfant, comme si nous étions sous tutelle. Le peuple français ne contrôle plus rien [...]. Tournez le dos au déshonneur de la capitulation! », a-t-elle avancé. Elle a aussi appelé les Français à « relever la France, à la soustraire aux mains de ses maîtres geôliers, banquiers avides, commissaires non-élus et autres traîtres. »

Dans un cas comme dans l'autre, l'énonciation populiste participe d'une convergence des instances politique et citoyenne. Et la logique triadique de l'argumentation disparaît au profit d'un face à face argumentatif privé de tiers évaluateur.

2.2. Les stratégies de désignation de l'Union européenne

L'instance politique se définit dans le rapport qu'elle entretient à une instance politique adversaire. A ce titre, les partis traditionnels ont tendance

à faire disparaître l'instance adversaire alors que les partis radicaux ne cessent de la mettre en évidence. Le cas ici étudié le confirme tant les leaders de l'extrême droite en France parle d'Europe et la mobilise comme une figure repoussante à même de mobiliser les citoyens électeurs. Les processus de nomination et de désignation, notamment de l'adversaire, revêtent des enjeux importants dans l'échange politique. Dans l'espace politique et médiatique, l'usage de la métonymie « Bruxelles » (à la place de Union européenne, la Commission européenne, les commissaires européens...) est routinisé et ne génère généralement pas d'effets argumentatifs importants. De même, « Europe » va de soi malgré l'opacité référentielle dont la dénomination souffre (Auboussier 2016). Par contre, une désignation spécifique est mobilisée au sein de la droite radicale en France : « *l'Europe de Bruxelles* ». En langue, la désignation ne revêt aucune orientation axiologique. Mais, en discours, elle se charge rapidement d'une connotation négative par l'usage dont elle est l'objet depuis la fin des années 90. C'est en effet au cours des débats relatifs aux élections européennes de 1989 puis, surtout, au référendum sur le traité de Maastricht que la désignation « *Europe de Bruxelles* » se généralise dans les discours des différents leaders de l'extrême-droite française. C'est ainsi en 1989 que l'on trouve la première trace dans le discours rapporté médiatique de la désignation. Le 20 juin 1989, le syntagme apparaît dans *Le Monde*. Jean-Marie Le Pen commente l'abstention aux élections :

4. Il y a eu moins d'un électeur sur deux qui s'est déplacé. C'est donc un échec cuisant pour l'Europe «européiste», l'Europe de Bruxelles, et si l'on considère qu'il est de même dans l'ensemble de l'Europe, on peut dire que l'euroépisme strasbourgeois et bruxellois est en grande partie un phénomène artificiel créé par les mondialistes, pour des raisons qu'il restera à rechercher et à décrire devant l'opinion publique. [*Le Monde*, Entretien avec J.-M. Le Pen, 20-07-89]

Ici, « Europe de Bruxelles » s'inscrit dans le même « paradigme designationnel » (Mortureux 1993) que « Europe «européiste» ». Or l'adjectif « européen » est clairement péjoratif dans la bouche de Jean-Marie Le Pen. En effet, il est, déjà en 1989, marqué par un glissement de valeur qui le fonde comme un désignant « dénonciateur, méprisant, parfois moqueur, dans un discours ancré à droite et surtout à l'extrême droite » (Luxardo, Richard, Steuckardt 2015 : 164). Le processus de péjoration est à noter : l'apposition des deux désignations « Europe européenne » et « Europe de Bruxelles » contribue à la contagion axiologique de la première à la seconde.

A partir de l'été 1989, la désignation « Europe de Bruxelles » se généralise très rapidement dans le discours rapporté des hommes politiques d'extrême droite. C'est ensuite dans la répétition d'occurrences énonciativement situées que la valeur axiologique associée à la désignation ne cesse de se renforcer. « Europe de Bruxelles » s'impose finalement comme une routine désignative voire comme une véritable dénomination au sein de la communauté discursive de la droite radicale. A la suite de Jean-Marie Le Pen, Bruno Mégret est l'un des promoteurs de la désignation au cours des années 1990 :

5. Cet accord scandaleux [accord commercial entre la CEE et les EU] qui brade les intérêts de la France démontre combien les tenants du oui à Maastricht ont trompé les français : l'Europe de Bruxelles ne renforce pas la France face aux USA, elle l'entraîne dans la soumission. [*Le Monde*, Tribune de B. Mégret, 24-11-92]

6. En effet, la ratification du traité d'Amsterdam, l'entrée en vigueur de l'Euro, et les élections européennes sont autant de leviers pour son parti devenu, affirme-t-il [B. Mégret], le seul à s'opposer véritablement à « l'Europe de Bruxelles pourtant désavouée par un français sur deux ». [*Le Figaro*, 19-09-98]

Il y a dans la désignation « Europe de Bruxelles » une efficacité pragmatique qui dépasse son contenu idéologique. La force illocutoire de la désignation n'est pas sans rappeler celle du slogan. Elle désigne l'adversaire et, dans le même temps, s'inscrit souvent dans un acte de discours doté d'une forte dimension illocutoire (accuser, condamner...) et orienté vers l'adhésion des siens. « Europe de Bruxelles » est une désignation *efficace* d'un point de vue pragmatique. D'une part, elle condense le discours dans une formule à valeur de slogan. D'autre part, si rien ne la prédispose en langue à une telle exploitation, elle devient en discours un outil de mobilisation de ses partisans dans une logique de stigmatisation de l'adversaire. La désignation revêt dès lors une orientation argumentative préalable. Le figement se joue ainsi à la fois dans la matérialité langagière et dans le sens et la valeur attribués à la désignation. Ce figement initié au début des années 1990 est toujours à l'œuvre puisque l'usage de la désignation reste habituel au sein des discours contemporains de l'extrême droite en France.

Si « Europe de Bruxelles » apparaît comme une désignation largement figée et située à l'extrême droite, un ensemble d'autres désignations s'inscrivent dans le même paradigme désignationnel. A ce titre, le référent Europe sert de base à un ensemble de syntagmes composés

dans lesquels la référence s'efface au profit de la caractérisation : l'Europe mondialiste, l'Europe capitaliste, l'Europe des bureaucrates, l'Europe des élites, etc. A ce titre, les discours peuvent ainsi mobilisés une surdétermination adjectivale quand il s'agit de désigner l'Europe. Dans l'extrait suivant, même en l'absence de modalisation autonymique, les désignations sont attribuées par le journaliste à la première dirigeante du Front national :

7. Comme la présidente du FN [M. Le Pen] ne peut pas s'en prendre au monde entier, elle zoome sur plus petit : l'Europe, source de tous nos malheurs. L'Europe-passoire nourrit les flots de l'immigration. L'Europe libérale tue notre économie. L'Europe tolérante est le paradis des djihadistes. L'Europe est le cheval de Troie d'une mondialisation que la France se doit, pour être fidèle à elle-même, de tenir à distance. Ce qui devrait lui permettre d'ériger des barrières douanières, de financer la retraite à 60 ans, de multiplier le nombre de fonctionnaires, d'augmenter le smic et les prestations sociales. Bref, de ramener le pays au temps des « Trente glorieuses » (*Le Monde*, 18-12-15).

Au-delà de l'attribution causale introductive (« l'Europe, source de tous nos malheurs »), les trois désignations suivantes associent à l'acte de nomination une caractérisation du référent Europe. Europe-passoire, Europe libérale et Europe tolérante (et aussi l'attribut « cheval de Troie [...] ») prennent leur sens dans la situation de communication. L'axiologie négative associée à l'adjectif « libérale » apparaît seulement en contexte. C'est encore plus juste pour l'adjectif « tolérante ». Condamner « l'Europe tolérante », c'est entrer en relation dialogique et prendre position vis-à-vis d'autres locuteurs qui mobilise ce même syntagme pour en appeler à la solidarité avec les migrants.

2.3. Dichotomisation et polarisation du débat sur l'Europe

L'argumentation politique de la dichotomisation des positions se fonde à la fois sur une identification *positive* et *négative*. Cette distinction permet d'identifier, *d'un côté*, la constitution en discours d'une identité positive que le tiers, les citoyens, est appelé à s'approprier et, *d'un autre côté*, la constitution d'une identité négative, l'identité de l'adversaire, en l'occurrence « l'Europe de Bruxelles », que les citoyens sont appelés à dénoncer et condamner. Dans cette seconde logique, il s'agit moins de définir un modèle auquel doit se conformer le destinataire que de définir le modèle dont il doit se distancer. Cela construit une identité antinomique : « *le sujet d'énonciation constitue une identité symbo-*

lique de référence inverse de l'identité qu'il entend voir adopter par le destinataire. [...] La communication politique a alors pour but de définir l'identité politique qui s'oppose à l'idéal politique dont elle se soutient –et dont on peut lire la définition dans l'inverse des propos du discours » (Lamizet 2002 : 278). L'Europe constitue dans le discours populiste une ressource au sens où sa désignation et sa description la configurent en miroir inversée de l'idéal défendu par l'acteur politique. L'Europe s'impose clairement ainsi comme un contre-modèle à même de nourrir la dichotomisation des positions : *L'Union européenne est contre les nations, est bureaucratique, néo-libérale, soumise aux États-Unis, est éloignée des citoyens, etc.* Elle est présentée comme l'antithèse des idéaux privilégiés par l'ensemble des acteurs de l'extrême droite. En ce sens, la dichotomisation et la logique du contre-modèle a naturellement une fonction cohésive pour une communauté partisane.

En opposant les intérêts nationaux et européens, le discours de l'extrême droite sur l'Europe refuse la forme cumulative d'identification au fondement de la citoyenneté européenne institutionnalisée par le traité de Maastricht. « La relation entre identification à la nation et identification à l'Europe [...] est négative lorsque le processus d'identification privilégié met avant tout l'accent sur la nécessité de borner la communauté d'appartenance en affirmant l'existence d'autres significatifs. L'Union européenne peut alors apparaître comme un autre menaçant dans le processus d'identification à la nation » (Belot 2010 : 31). L'Europe de Bruxelles s'impose comme une figure repoussante et menaçante susceptible de fonder une communauté d'insécurité qui recouvre naturellement la communauté nationale dans une rhétorique du peuple victime.

La polarisation des actants passe quant à elle par une modalité de figuration spécifique de l'Union européenne : la personnalisation. Les opposants à l'intégration, dans leurs discours, construisent ainsi souvent l'Europe non pas comme un espace politique conflictuel, un espace complexe de médiations politiques, mais comme une entité agissante, le plus souvent en sous-main, dont il s'agit de dévoiler le mépris du peuple, l'opacité des décisions, la corruption des acteurs :

8. A la tribune, Marine Le Pen se lance dans une longue diatribe contre l'Union européenne accusée de tous les maux : « L'Europe de Bruxelles martyrise les peuples, mutile nos libertés, dilue les identités et s'attaque à l'indispensable souveraineté des nations. » (*Le Monde*, 12-02-2015).

La personnalisation passe ici par une succession de verbes d'action associés à Europe dont on relève la forte tonalité axiologique (martyriser,

mutiler, diluer, s'attaquer). La personnification s'inscrit là dans un appel à l'émotion que l'« agencement rythmique » du propos vient clairement renforcer dans cet extrait (Koren 2004). Ici, l'indignation – « l'émotion paradigmatique par excellence de l'action politique » (Danblon 2005 : 177) – est clairement un vecteur de mobilisation et participe à la radicalisation du débat en accentuant les dichotomies, la polarisation et le discrédit jeté sur l'adversaire. L'appel aux émotions passe notamment par l'ensemble des périphrases désignationnelles métaphoriques comme « rouleau compresseur libéral », « machine à dissoudre », « camisole fiscale ou politique », « prison des peuples ». Depuis des décennies, la communication publique européenne se fixe notamment comme objectif de favoriser l'identification émotionnelle des citoyens au projet européen. Or, là où les institutions communautaires semblent avoir échoué, l'extrême droite a réussi : elle a su créer le rapport émotionnel à l'Europe... nécessaire à sa condamnation.

3. Conclusion

Le rappel du contexte historique et le relatif consensus qui a longtemps prévalu sur l'intégration européenne est indispensable à la compréhension des logiques d'appropriation de l'Europe par l'extrême droite. Cette appropriation, à la fois idéologique et stratégique, répond en effet à des volontés de positionnement au sein de l'espace national. L'extrême droite s'est ainsi très rapidement engouffrée dans la brèche ouverte, à la toute fin des années 1980, au cours des débats relatifs au Traité de Maastricht. Elle a trouvé là un consensus contre lequel se dresser et à même d'alimenter l'éthos protestataire qui en fait aujourd'hui une de ses forces.

Les thématiques européennes n'ont pas entraîné un véritable renouvellement des thématiques privilégiées mais plutôt leur actualisation (la critique du mondialisme se muant en critique de l'europhobie par exemple, les élites condamnées revêtant la figure du technocrate bruxellois, le déclin national s'expliquant par la dépendance à l'Union européenne). Cette appropriation de l'Europe mobilise un discours dont nous avons ensuite présenté rapidement quelques caractéristiques. Ces dernières s'associent pour soutenir l'orientation clairement populiste du discours sur l'Europe (appel au peuple contre l'élite bruxelloise, appel aux valeurs nationales, stigmatisation de l'adversaire jusqu'à la diabolisation, pathos négatif, recours à la métaphore argumentative). L'extrême droite a ainsi participé à la mise en débat de l'Europe en

contribuant à la mise de l'intégration européenne aux agendas politique et médiatique, en contribuant à faire de l'intégration européenne un sujet de débat clivant et souvent polémique, en contribuant à la mise en place d'un rapport émotionnel à l'Europe par la personnalisation de l'institution et le recours à un pathos négatif.

Bibliographie

- Angenot, M., (2007). « Nouvelles figures de la rhétorique : la logique du ressentiment ». *Question de communication* 12: 57-75.
- Auboussier, J., Ramoneda, T., (2015). « Introduction », in J. Auboussier, T. Ramoneda (eds.), *L'Europe en contre-discours*. Besançon : Presses universitaires de Franche-Comté: 7-15.
- Auboussier, J., (2017). « «Europe de Bruxelles» : du toponyme à la désignation péjorative ». *Le Discours et la langue* 101 : 21-40
- Auboussier, J., (2016). « De quoi Europe est-il le nom ? Enjeux et usages argumentatifs de la polyréférentialité ». *Argumentation et discours* 23. [en ligne], URL: <https://aad.revues.org/2216>
- Bélangier, M.-E. (2015). *Territoires européens : discours et pratiques de l'élargissement*. Paris: L'Harmattan Académia.
- Belot, C. (2010). « Le tournant identitaire des études consacrées aux attitudes à l'égard de l'Europe ». *Etudes européennes* 30, 17-44.
- Brack, N., (2015). « Introduction: Euroscepticism, from the margins to the mainstream ». *International Political Science Review* 36(3), 239-249.
- Crespy Amandine, Petithomme Mathieu (2010). « Introduction », in A. Crespy, M. Petithomme (eds.), *L'Europe sous tensions. Appropriation et contestation de l'intégration européenne*. Paris, L'Harmattan, 15-36.
- Danblon, E., (2002). *Rhétorique et rationalité*, Bruxelles, Presses de l'université de Bruxelles.
- Jamin, J. (2009). *L'imaginaire du complot. Discours d'extrême droite en France et aux Etats-Unis*. Amsterdam: Presses Universitaires d'Amsterdam.
- Guinaudeau I, Persiso S., « L'UE, enjeu consensuel, propriété ou positionnel ? Les enjeux européens dans la compétition électorale en Allemagne, in France et au Royaume-Uni (1986-2009) » in M. Petithomme (ed.), *L'europanisation des partis et systèmes de partis*. Grenoble: PUG, 73-96.
- Jullion, M.-C., Guieu J.-M., Benzoni, M.-M., Cattani, P. (eds.) (2015). « Avant-propos. Enoncer l'Europe : discours, récits et identités ». *Lingue Culture Mediazioni* 2, 5-21.

- Mortureux, M.-F. (1993). « Paradigmes désignationnels ». *Semen* 8: 123-141.
- Mudde, C., (2007). *Populist Radical Right Parties in Europe*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Neumayer, L. (2006). « Pour une sociologie politique de l'europanisation ». *Revue française de sciences politiques* 56, 789-812.
- Hooghe, L., Marks, G. (2009). A postfunctionalist theory of European integration: from permissive consensus to constraining dissensus ». *British Journal of Political Science* 39, 1-23.
- Krieg-Planque, A. (2009). La notion de « formule » en analyse du discours. Besançon: Presses Universitaires de Franche-Comté.
- Koren, R. (2004). « Argumentation, enjeux et pratiques de l'engagement neutre ». *Semen* 17, 19-39.
- Luxardo, G., Richard, A. & Steuckardt, A. (2015). « Européiste dans le discours radical «anti-européiste» », in J. Auboussier & T. Ramoneda (eds.), *L'Europe en contre-discours*. Besançon: Presses universitaires de Franche-Comté, 163-178.
- Sarale, J.-M. (2015). « Formule discursive, argumentation et dialogisme transdiscursif : le «plombier polonais» dans le débat public de 2005 sur l'Europe », in J. Auboussier & T. Ramoneda (eds.), *L'Europe en contre-discours*. Besançon: Presses universitaires de Franche-Comté, 95-113.
- Wodak, R., Khosravinik, B.-M. (eds.) (2013). *Right-Wing Populism in Europe: Politics and Discourse*, Londres/New York, Bloomsbury Academic.
- Taguieff P.-A. (2002). *L'illusion populiste*. Paris : Éditions Berg International.
- Taguieff P.-A. (1984). « La rhétorique du national-populisme ». *Mots* 9, 113-139

